



«UNASYLVA»... Pourquoi?

A la revue forestière internationale de la Division des forêts et des produits forestiers de la FAO, il fallait un titre.

Ce titre, pourquoi ne pas en faire aussi un programme? En ayant recours pour ce choix à une langue qui jadis formait un lieu universel de la pensée scientifique on a voulu marquer la conception de l'unité d'effort et de plan nécessaire si le «monde uni» doit considérer ses forêts comme «forêts unies» destinées à l'usage de l'humanité entière. Un programme s'impose, du reste, vu la rapide évolution de l'économie du globe et les circonstances mêmes que nous vivons.

La forêt fut d'abord l'immense réservoir où chacun puisait pour son propre compte et pour satisfaire ses besoins les plus immédiats: le feu, l'abri.

Puis les villages, les villes ont grandi, et ils ont dû chercher de plus en plus loin le bois qu'ils consommaient. Déjà la parcelle boisée n'était plus seulement la chose de son propriétaire. Celui qui en abusait privait la communauté d'un élément essentiel à sa vie, non seulement en tarissant une source de richesse, mais peut-être aussi en privant le sol agricole de son indispensable complément et de son nécessaire protecteur.

Les routes, les voies ferrées se sont développées. L'immédiate proximité des vastes forêts n'était plus nécessaire et le citadin moderne se détachait de la terre qui, cependant, continuait à assurer sa vie. Mais, par le fait même, la responsabilité du forestier s'élargissait, s'étendait aux limites de la province, de la nation tout entière.

D'ailleurs, les peuples suivaient leurs destinées. Là où la population s'accumulait, les forêts disparaissaient par la force même des choses trop souvent aidée, il est vrai, par une coupable négligence. Nous voici à notre époque où tant de nations ne peuvent suffire à leurs besoins en bois alors que, cependant, les utilisations de celui-ci se développent sous des formes de plus en plus nombreuses et variées, indispensables à la civilisation. Et c'est de nation à nation, par-dessus les frontières, et par-delà les océans eux-mêmes, que le bois s'échange maintenant. C'est au monde, tout entier que le moindre propriétaire de forêts est comptable des biens qu'il détient.

Pour subvenir à ses besoins, l'Europe se tourne vers les pays les plus lointains, vers les vastes ressources de l'Amérique, vers les forêts encore vierges de l'Union soviétique, vers les richesses à peine entamées des pays équatoriaux.

Mais si tout arbre, si toute parcelle forestière intéresse aujourd'hui le monde tout entier, c'est au monde tout entier aussi qu'il appartient d'en prendre soin, ou du moins d'apporter aux États et aux propriétaires directement intéressés, l'aide qui leur est nécessaire dans cette tâche souvent difficile.

Car si la forêt doit maintenant être considérée richesse mondiale, soit comme source de bois, soit comme protectrice de la vie agricole du globe, le Monde doit la gérer comme le père de famille gère le capital qui lui est confié. Du moins, il doit aider de tout son pouvoir à cette saine gestion. La génération qui jouit de cet immense capital, doit le laisser intact, sinon amélioré, à la génération qui la suivra.

Cette aide peut revêtir bien des formes, et c'est par l'intermédiaire des organisations internationales qu'elle sera apportée à chacun de ceux qui sont directement responsables de ces richesses.

La Division des forêts et des produits forestiers de la FAO espère faire de la revue qu'elle publie une pièce maîtresse de cette aide, un instrument de diffusion des informations et des connaissances de plus en plus complexes qu'exige la mise en valeur des massifs boisés.

Et c'est pourquoi, de son programme, elle a fait aussi le nom de sa revue.

Les attitudes ont changé, comme il ressort du langage quelque peu paternel de l'éditorial de ce premier numéro, et les ressources des forêts tropicales décrites comme «des richesses peu exploitées» en 1947 l'ont été si intensément dans les années suivantes que leur surexploitation est désormais une préoccupation internationale de premier plan.
